



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures (2002-2010)

CALLON (Michel), LASCOUMES (Pierre), BARTHE (Yannick), 2001, Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Paris, Le Seuil (collection "La couleur des idées"), 358 pages.

Antoine Goxe



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1316>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Antoine Goxe, « CALLON (Michel), LASCOUMES (Pierre), BARTHE (Yannick), 2001, Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Paris, Le Seuil (collection "La couleur des idées"), 358 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2001, mis en ligne le 01 février 2003, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1316>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

CALLON (Michel), LASCOUMES (Pierre), BARTHE (Yannick), 2001, Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Paris, Le Seuil (collection "La couleur des idées"), 358 pages.

Antoine Goxe



Alors que les problématiques de la gestion des risques, de la participation des citoyens ou encore de la " gouvernance " occupent de plus en plus les discours politiques, l'ouvrage de Michel Callon (Ecole des Mines de Paris, Centre de Sociologie de l'Innovation - CSI), Pierre Lascoumes (juriste et sociologue, Centre d'Etude de la Vie Politique Française - CEVIPOF) et Yannick Barthe (sociologue, CSI) constitue une tentative particulièrement stimulante de donner un fondement et une légitimité théorique aux aspirations des citoyens à s'immiscer dans les processus de décision technique et scientifique ; tendance constatée par la multiplication de situations problématiques difficilement gouvernables ces dernières années (déchets nucléaires, sang

contaminé, ESB, OGM...). Ces situations ont pour point commun de combiner incertitude scientifique et stratégies divergentes d'acteurs, de groupes concernés mobilisés, créant une situation de controverse, que les auteurs appellent "controverse socio-technique" ; *"Les controverses engendrées [...] vont bien au-delà des seules questions techniques. Un de leurs enjeux est [...] d'établir une frontière nette et largement acceptée entre ce qui est considéré comme indiscutablement technique et ce qui est reconnu comme indiscutablement social. [...] Reconnaître sa dimension sociale, c'est redonner une chance [à un dossier] d'être discuté dans des arènes politiques."* (p. 45).

- 1 Les controverses socio-techniques, qui se multiplient sur fond d'incertitudes, mettent à mal le monopole des scientifiques sur les questions de choix techniques. Ce monopole à dire la vérité des choses, des lois de la nature, et la séparation classique science (faits) / politique (valeurs), est fondé sur ce que Bruno Latour (sociologue, CSI) propose d'appeler une "Constitution", modèle métaphysique séparant la nature transcendante et la société [1]. Les scientifiques acquièrent ainsi un pouvoir politique gigantesque (Latour parle de "la plus fabuleuse capacité politique jamais inventée [...] faire parler le monde muet, dire le vrai sans être discuté", op. cit., 1999, p. 28) sous couvert de la "neutralité de la science" puisqu'ils ont le pouvoir d'imposer de nouveaux objets dans la société et de faire taire les oppositions des autres acteurs sociaux, des "profanes" ; en effet, toutes les décisions techniques prises par le politique s'appuyant sur la légitimité du savoir scientifique, celles-ci échappent au débat démocratique bien qu'elles engagent notre mode de vivre ensemble. La sociologie des sciences a pourtant bien établi que la production de connaissances n'est pas aussi désintéressée, pure de tout enjeu de pouvoir et de société, que les représentations classiques de la Science (la recherche de la Vérité...) le prétendent. Ce modèle métaphysique apparaît alors illégitime d'un point de vue épistémologique et démocratique.
- 2 A ce travail théorique de délégitimation du monopole des scientifiques et experts dans l'orientation des choix techniques du politique effectué par Latour, semble répondre en écho la tentative de M. Callon, P. Lascoumes et Y. Barthe de légitimation de la possibilité pour les "profanes" (il peut s'agir de riverains, d'élus, d'acteurs associatifs, comme de scientifiques issus de disciplines non prises en compte dans un projet technique...) de participer aux débats et aux prises de décision socio-techniques aux côtés des scientifiques et des experts. Cette réflexion s'inscrit dans une perspective sociologique constructiviste et se fonde sur l'étude de différents exemples de controverses socio-techniques récentes. Ces controverses existent car des acteurs se mobilisent autour d'incertitudes pour faire entendre leur point de vue, se constituer en groupes concernés, débattre des mesures à prendre dans ces situations avec les décideurs politiques et les scientifiques. Si la question reste technique, elle est confisquée par les scientifiques et les experts. Or, observent les trois auteurs, ces controverses se multiplient dans des espaces qu'ils appellent des "forums hybrides" ; des espaces "ouverts où des groupes peuvent se mobiliser pour débattre des choix techniques qui engagent le collectif" ; des forums "hybrides" car ces groupes engagés et leurs porte-parole sont hétérogènes (experts, profanes, hommes politiques...), ainsi que les questions et les problèmes soulevés, qui vont des domaines purement scientifiques et techniques aux questions économiques, éthiques (pp. 35-36). Un modèle de "démocratie dialogique" serait ainsi en construction dans les pratiques [2].
- 3 Les trois auteurs mobilisent ainsi différents exemples de situations de controverse socio-technique posant un problème de gouvernabilité, en exposent et analysent dans chaque

cas le processus d'émergence, de constitution de forums hybrides et de coopérations entre experts et groupes concernés "profanes". Les controverses socio-techniques entraînent ainsi une "prolifération du social", c'est-à-dire une multiplication des groupes concernés par différentes questions ou décisions techniques auxquelles ils tentent de participer pour y défendre leurs intérêts. Au cours de l'échange réciproque, de l'apprentissage commun produit pendant la controverse, ces groupes concernés participent à "l'élaboration du monde commun", qu'il soit micro-local ou plus vaste. Cette prolifération du social pose la question de la représentation des minorités dans ces controverses socio-techniques qui constituent des activités pleinement politiques. Le modèle dialogique tel qu'il s'expérimente ainsi au sein de différentes procédures depuis une trentaine d'années constitue selon les auteurs une alternative qui pourrait faire l'objet d'une transposition vers des questions politiques qui ne sont pas de l'ordre de la démocratie technique, pour repenser la question de la représentation des minorités. C'est en ce sens que la dédicace à "tous ceux qui, en inventant la démocratie technique, réinventent la démocratie" doit se comprendre.

- 4 C'est en effet dans le sens où la démocratie dialogique refuse toute forme de majorité pour au contraire favoriser l'échange, l'apprentissage réciproque et l'empathie des acteurs, dans une dynamique progressive, qu'elle apparaît complémentaire de la démocratie représentative (ou "délégative"). Il ne s'agit pas de remettre en cause les procédures de représentation par le vote, mais d'atténuer la "tyrannie de la majorité", en enrichissant la logique délégative par les apports de la démocratie dialogique, telle qu'elle apparaît à l'œuvre, émergente, dans les forums hybrides. Il ne s'agit pas de supprimer la démocratie délégative mais de la compléter par des procédures participatives particularisantes permettant une action mesurée à la place de décisions unilatérales s'imposant de manière hétéronome, comme il ne s'agissait pas de nier la science et son difficile accès, mais de lui refuser le monopole du savoir. La représentation des minorités constitue selon les auteurs une des innovations procédurales des forums hybrides et de la démocratie technique, la plus à même d'enrichir la démocratie délégative, de réduire les logiques majoritaires abstraites au profit de la prise en compte de l'existence des groupes concrets.
- 5 Les analyses proposées restent néanmoins essentiellement appuyées sur des travaux empiriques portant sur des mobilisations de groupes "profanes" qui ont réussi à se faire entendre et à participer (en provoquant la définition et la prise en compte d'un problème, en intégrant les collectifs de recherche...). Cette focalisation permet (ou sert) la justification de la productivité sociale des controverses socio-techniques et la légitimation de la participation des groupes profanes concernés par de telles controverses. Elle apparaît de ce fait comme une des faiblesses rendant l'ouvrage particulièrement militant et normatif. On a le sentiment à la lecture du livre de M. Callon, P. Lascoumes et Y. Barthe, que les controverses socio-techniques ont engendré LA solution (encore à expérimenter dans des procédures toujours à (ré)inventer) au problème de la délégation et de la séparation entre élus et citoyens, comme ils le démontrent surtout pour celle entre experts et profanes. Pour autant, les procédures mises en œuvre permettent-elles un tel optimisme ? Les écueils sont nombreux, les impacts décevants... Si l'on peut faire l'hypothèse d'une nouvelle forme de légitimité de la décision publique reposant sur la qualité des débats qui l'ont préparée, sur la richesse des informations collectées, sur la diversification des points de vue recueillis et sur la solidité des accords passés entre les acteurs impliqués, comment la garantir au concret ? De telles

procédures peuvent en effet être instrumentalisées pour gérer l'admissibilité sociale de nouvelles techniques ; si des procédures dialogiques existent, leurs recommandations sont rarement prises en compte par les autorités issues de la représentation politique.

- 6 Finalement, la démonstration des potentialités de la démocratie technique proposée par les auteurs semble avoir une ambition "performative", comme paraît l'indiquer cette citation en forme d'aveu à la fin de l'ouvrage : "Le pari de ce livre, car pari il y a, est de considérer que ce mouvement [de multiplication des controverses socio-techniques] est irrépressible" (p. 352).
 - 7 [1] Bruno Latour, 1999, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte
 - 8 [2] Cette idée de "démocratie dialogique" s'inscrit dans le cadre plus général de réflexion sur les formes de la démocratie, de la délibération et de la participation. Voir par exemple le n°57 (vol.15, juin 2002) de la revue *Politix*, "Démocratie et délibération"; ainsi que : C.R.A.P.S./C.U.R.A.P.P., 1999, *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, PUF.
 - 9 [© Goxe - Revue Développement durable et territoire - février 2003]
-

AUTEUR

ANTOINE GOXE

Antoine Goxe est allocataire de recherche (ADEME / CR Nord-Pas-de-Calais) en science politique, CERAPS – Université de Lille 2. Il est également secrétaire de rédaction de la revue DDT. antoinegoxe@revue-ddt.org